



TSE Energy and Climate Forum

3 AVRIL 2019 - BRUXELLES

TEMPS FORTS



Toulouse
School
of Economics

Energy &
Climate Center

www.tse-fr.eu

+33 (0) 5 67 73 27 68 - priyanka.talim@tse-fr.eu

TSE Energy and Climate Forum

LES DÉFIS DE LA PÉNÉTRATION DES RENEUVELABLES DANS LE MIX ÉNERGÉTIQUE



Organisé en collaboration avec la CCI France Belgique et la participation exceptionnelle de plus de 80 acteurs concernés, ce forum a servi de plateforme pour réunir des chercheurs et des industriels de premier plan qui ont échangé leurs points de vue sur les grands enjeux des énergies renouvelables, le développement énergétique et l'impact de leur intégration dans le processus du marché de l'énergie.

Stefan Ambec et Stefan Lamb, chercheurs TSE, ont présenté leur recherches, suivis d'une table ronde sur : *"Les défis de la pénétration des énergies renouvelables dans le mix énergétique"* modéré par Simon François, RTL Belgique.



Stefan Ambec



Stefan Lamb



Avec : Tom Van de Cruys, (VP, Total Gas & Power); Christian Gollier (Directeur, TSE); Jean-Pierre Hansen (Advisor, Engie) et Jacques Merley, (Chef du Pôle Aval à la Direction de la Stratégie Groupe, EDF).

Les avis des participants de la table ronde sur le futur du mix énergétique furent à la fois divers et convergents. Christian Gollier, directeur de TSE, a dans un premier temps, reconnu que la transition énergétique serait coûteuse, mais que le principe pigouvien d'une taxe carbone est plus juste celui des politiques environnementales qui existent : le coût du carbone implicite de ces dernières sont au niveau de 1300 € par tonne de CO₂, bien au dessus du niveau d'environ 50€ par tonne proposé par l'état français.

Tom Van de Cruys a présenté la vision de Total : expliquant que l'entreprise calcule déjà les investissements à l'aide d'un prix du carbone, et qu'elle évolue depuis quelques années d'un pétrolier pur à un "pétrolier gazier électricien". Le VP Total Gas & Power a expliqué que ce changement viendra principalement des grands groupes qui ont la capacité de faire les investissements nécessaires. L'entreprise investit



aujourd'hui dans des moyens de stockage d'énergie ainsi que dans une filière demand side management. Pour répondre à l'intermittence des énergies renouvelables, il est un fort prédicateur de la croissance du gaz dans le mix énergétique.

Du côté d'EDF, Jacques Merley a questionné la viabilité sociale du fait de dépendre d'un "signal prix à l'utilisateur final", expliquant que certaines parties de la population n'ont pas toutes les mêmes capacités de redéploiement, et que cela aurait un effet revenu dépendant de son élasticité au prix. Christian Gollier a réfuté ce point, expliquant que cette inélasticité n'existe qu'à court terme, et que les individus s'adaptent au moyen et long terme. Le Chef du Pôle Aval à la Direction de la Stratégie Groupe préconise plutôt une stratégie qui mélangerait la tarification du carbone par le marché avec une régulation en conformité avec la valeur implicite du carbone. Confiant du vecteur énergétique peu carboné produit par EDF, il a choisi de parler plutôt des solutions dans la mobilité ou l'habitat, comme les bus électriques ou l'isolation des maisons. Ce point a aussi intéressé Jean-Pierre Hansen, qui a questionné les délais d'investissements dans l'économie d'énergie des bâtiments.

Ce dernier, en tant qu'Advisor chez Engie, a partagé trois idées retirées du forum et de la table ronde : que les incertitudes sont toujours présentes et les technologies renouvelables en sont également porteuses, que de les insérer dans le mix énergétique sera coûteux et qu'il sera impératif de diversifier son parc électrique. Jean-Pierre Hansen a expliqué que le fil directeur viendra plutôt des politiques, car les marchés n'ont pas la capacité de donner ces signaux prix et n'ont pas l'opportunité de le faire lorsque les politiques "rogner les ailes" de l'industrie. Il conclut qu'il faut diversifier son mix énergétique mais de manière flexible, prenant comme exemple le Royaume-Uni.

Le degré d'interventionnisme de la part de l'état dans le choix du mix énergétique a été un thème central de cette table ronde. Tom Van de Cruys de Total a souligné l'incertitude présente même dans les rôles liés de l'état et de l'industrie, alors que Jean-Pierre Hansen d'Engie et Jacques Merley d'EDF se sont mis d'accord sur l'importance de la cohérence du processus, soulignant qu'il est souvent difficile et rare d'offrir aux forces du marché la liberté d'agir naturellement. Jean-Pierre Hansen, en réponse à une question du public, a expliqué que c'est une des raisons pour lesquelles la libéralisation en Belgique dans les années 90 a été décevante, préconisant le recours à d'autres méthodes, comme les enchères de marché.

Le coût implicite du carbone dans les politiques environnementales est de 1300€ par tonne de CO², bien au dessus des 50€ par tonne proposé par le gouvernement français.

La table ronde a conclu sur une question concernant le rôle de l'Europe dans la décarbonisation de la planète, dans un contexte où les décisions politiques environnementales ne sont pas forcément alignées. Après avoir présenté les stratégies divergentes entre les nations, Christian Gollier a évoqué l'idée de coalitions climatiques avec une taxe d'importation sur le carbone pour les autres pays. Les intervenants d'EDF et de Total ont conclu le débat en indiquant qu'il serait d'avantage fructueux de mettre en avant les bénéfices pour la santé et la pollution locale afin d'encourager des solutions bas carbone.

"les évolutions viendront essentiellement des grands groupes, seuls capables de faire les investissements nécessaires"

